

René Mouriaux

70<sup>e</sup> anniversaire de "la route de la servitude" d'Hayek.  
Examen critique du libéralisme et de ses avatars contemporains.

En 1944, paraît à Londres *Road to Serfdom*<sup>1</sup>, un ouvrage de combat contre le totalitarisme qui comprend le fascisme, le communisme, le planisme. Ce manifeste dénonce toutes les erreurs qui menacent la liberté. Son auteur, un économiste d'origine autrichienne, reçoit le prix Nobel de l'économie en 1974, année où le libertarien, Robert Nozick, sort *Anarchy, State and Utopia*<sup>2</sup>.

Depuis lors s'opère frénétiquement le retour au marché et au monétarisme. Hayek inspire le consensus de Washington<sup>3</sup> que formule John Williamson en 1989, fixant les objectifs de dérégulation de l'économie pour les pays émergents mais aussi pour les autres.

L'effondrement de l'URSS en 1991 autorise Francis Fukuyama<sup>4</sup> à proclamer "la fin de l'histoire" (1992). Le pragmatisme s'acclimata en France<sup>5</sup>. Compétitivité, réformes structurelles, droits de l'homme, "nos valeurs"<sup>6</sup> reviennent en boucle dans les discours politiques et la presse. La pensée acritique nous assaille. Heureusement, Dominique Losuado contribue à l'interroger en composant une "contre-histoire" du libéralisme<sup>7</sup> et malheureusement, chaque jour confirme les méfaits de la financiarisation, de la concurrence "libre et non faussée", engendrant

---

<sup>1</sup> Première traduction française en 1946, Librairie de Médecis, 179 p. Hayek (Friedrich A.). *La route de la servitude*. Paris, Puf, Coll. Quadrige, 6e éd., 1985, 260 p. Fondées en 1937 par Marie-Thérèse Génin, membre de la Société du Mont-Pèlerin et soutenues par Louis Rougier et André Piettre, les éditions Librairie de Médecis, libérales et patronales, disparaissent au milieu des années 1970.

<sup>2</sup> Nozick (Robert). *Anarchy, State and Utopia*. New-York, Basic Books, 1974, 367 p.

1974 est aussi l'année où commence l'expérience de la "Chicago Strategy" (1974-1983) au Chili. Les disciples de Milton Friedman et Arnold Harberger imposent au pays une libéralisation extrême de l'économie qui ne parviendra pas à arrêter l'inflation. Milton Friedman obtient le prix Nobel de l'économie en 1976.

<sup>3</sup> Toussaint (Éric). *Banque mondiale. Le coup d'état permanent*. Paris, Syllepse, 2006, 310 p. Deng Xiaoping avait converti la RPC au capitalisme en 1978.

<sup>4</sup> Fukuyama (Francis). *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris, Flammarion, 1993, 451 p. Tous les libéraux n'approuvent pas la négation de l'histoire, ce qui est le cas de Pierre Manent.

<sup>5</sup> Cometti (Jean-Pierre). *Qu'est-ce que le pragmatisme ?* Paris, Gallimard, Ed. Folio, 2010, 436 p.

<sup>6</sup> Un exemple parmi cent : Ashton (Catherine). " Mutualisons notre défense européenne pour protéger nos valeurs ". *Le Monde*. 18.12. 2013.

<sup>7</sup> Paru en italien en 2006, traduction française : Losuado (Domenico). *Une contre-histoire du libéralisme*. Paris, La Découverte, 2013, 391 p.

la multiplication des licenciements collectifs, l'extension de la précarisation, de la pauvreté, de la désémancipation.

Notre approche critique du libéralisme commencera par interroger son unité, examinera ensuite ses paradoxes pour terminer par l'analyse de ses négations contemporaines, celles de l'histoire, de l'exploitation, de l'égalité des hommes, qui nourrissent, dans sa phase actuelle, le présentisme, l'anti-syndicalisme, l'élitisme.

## I. Un ou des libéralismes ?

La première attestation du terme se trouve sous la plume du "Kant français", comme il fut surnommé, Marie François-Pierre Gontier de Biran, dit Maine de Biran. Dans son *Journal intime*, il rapporte le 21 décembre 1818 une conversation qu'il eut avec le comte Louis-Mathieu Molé, ancien ministre de la marine, qui avait quitté son portefeuille avec la démission du duc de Richelieu (12 décembre 1818). Le noble politicien lui avait déclaré : « *en proposant de gouverner aujourd'hui d'après les principes d'un pur libéralisme, j'établirai deux contrepoids*<sup>8</sup>, *le renouvellement quinquennal de la Chambre et la conservation d'une force militaire royale.* » Pour le comte Molé, "les doctrines libérales"<sup>9</sup> comprennent "les droits de la presse, l'habeas corpus, le droit de vote"<sup>10</sup>. "Le système libéral"<sup>11</sup> conjugue "ordre et liberté"<sup>12</sup>.

La première attestation du prestigieux néologisme ne comporte aucune polysémie. Sous la plume de Maine de Biran, le libéralisme est intrinsèquement politique. Bien sûr, la bourgeoisie est engagée dans le combat non seulement contre l'absolutisme, mais aussi contre toutes les contraintes qui ligotent le marché, les corporations (décret d'Allarde) et le compagnonnage (loi Le Chapelier). Napoléon I, par une décision du 5 mai 1807<sup>13</sup>, supprime le repos dominical au nom de "la liberté du travail" intimement liée par les libéraux à celle d'entreprendre et de commercer. "*Laissez faire, laissez passer*" est une

---

<sup>8</sup> Maine de Biran. *Journal intime*. TI. 1817-1824, Paris, Plon, 1931, p. 143.

<sup>9</sup> *Id.* p. 83.

<sup>10</sup> *Id.* p. 145.

<sup>11</sup> *Id.* p. 145.

<sup>12</sup> *Id.* p. 83 et p. 87.

<sup>13</sup> Napoléon. *Pensées*. Paris, Puf, 1943, pp. 45-47.

formule qui remonte à Jacques-Claude Marie Vincent, marquis de Gournay et François Quesnay<sup>14</sup>.

Après les mercantilistes, les physiocrates, les idéologues, la pensée française de l'économie se tourne vers Adam Smith. *L'essai sur la richesse des matières* (1776) est traduit en français pour la première fois en 1781 par Blavet. Celle de Germain Garnier (1802), s'impose par la suite.

Un groupe d'économistes "classiques" se forme autour du *Journal des économistes* (1841), auquel contribuent Adolphe Blanqui (frère d'Auguste), Horace Say (fils de Jean-Baptiste), Charles Dunoyer. S'affirme alors un libéralisme économique qu'un historien modéré, Louis Girard, n'hésite pas à qualifier de "doctrine de classe"<sup>15</sup>.

"Néo-libéralisme" apparaît en 1844 après la publication de *La démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville. Il vise ainsi l'évolution économique. "Ultra-libéralisme" date de 1842 et selon Jean Dubois est utilisé de façon intensive à la fin du Second Empire<sup>16</sup>.

Une troisième dimension du libéralisme est à la fois moins perceptible et moins traitée que la conception politique et la théorie économique, la dimension philosophique, sans doute parce que cette dernière est imbriquée dans les deux autres et que, très diversifiée, elle est aussi désignée par des termes spécifiques, utilitarisme, individualisme, pragmatisme, etc. Émile Mireaux dans sa *Philosophie du libéralisme* (1950) en a proposé une définition négative, un anti-étatisme généré par le respect fétichiste de l'individu. Quoique soulevant une vraie question, cette approche nous semble à la fois réductrice et apologétique.

Signe de sa séduction, le terme de "libéralisme" désigne enfin une attitude d'ouverture envers la pensée d'autrui, de tolérance envers les opinions religieuses. Dans ses *Derniers essais de critique et d'histoire*, Hippolyte Taine pose placidement cette équivalence : "libéralisme

---

<sup>14</sup> Passy (Frédéric) et al. Du véritable sens de la formule "Laissez faire, laisser passer". *Journal des économistes*. Octobre-décembre 1890, pp. 96-106.

<sup>15</sup> Girard (Louis). *Les libéraux français (1814-1875)*. Paris, Aubier, 1985, p. 143. Bernard Groethuysen a mis le doigt sur le dualisme de la pensée libérale révolutionnaire en montrant qu'elle puisait dans le droit romain pour le droit privé et se fondait sur le droit naturel pour le droit public.

Groethuysen (Bernard). *Philosophie de la Révolution française*. Paris, Gonthier, 1956, pp. 172-173.

<sup>16</sup> Dubois (Jean). *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872*. Paris, Larousse, 1962, 462 p.

Dans le numéro des *Cahiers d'Histoire* consacré aux libéralismes (n°123, 2014), Christian Laval a raison d'inciter à saisir Alexis de Tocqueville dans sa complexité. Domenico Losuardo rappelle à juste titre son engagement en faveur de la colonisation. Raymond Aron l'a institué en alternative à Marx. Le Strat (Claire) et Pelletier (Willy), *La canonisation libérale de Tocqueville*, Paris, Syllepse, 2006, 288p.

signifie respect d'autrui"<sup>17</sup>. Après la défaite de 1870 et la Commune, le grand historien, dans *Les origines de la France contemporaine* (1876-1892), passe de l'ouverture d'esprit à la dénonciation sévère de la Révolution. Cette évolution se retrouve chez Ernest Renan, fervent partisan de 1848, qui publie un essai pour inscrire "le développement libéral" de la société<sup>18</sup> dans l'ordre et le respect des leçons de l'expérience historique.

Ainsi, le "libéralisme" à l'égard des opinions, des religions, des mœurs, est quasiment toujours supplanté par le respect de la propriété et de la hiérarchie sociale. Sachant que la remarque ouvre sur des débats très vastes, notons au passage que dans cet ordre des choses, envisager un "communisme libéral" selon l'expression de Luigi Rosso risque de faciliter le glissement de démocratique à non-révolutionnaire<sup>19</sup>.

Après 1968 s'est épanoui un libéralisme "culturel" qui vante la liberté des mœurs, salue le féminisme, admet la légitimité de l'homosexualité. Pour progressive qu'elle soit, cette tolérance n'est pas séparable de l'hyper-libéralisme économique et d'un ordre politique conservateur.

L'attractivité de la démocratie parlementaire et la puissance de l'expansion du marché entraînent la diffusion mondiale du libéralisme et son association à d'autres courants de pensée. André Jardin parle de "libéralisme hors du parti libéral" ou "extra muros" à propos de monarchistes ralliés au régime parlementaire<sup>20</sup>. Les "doctrinaires" autour de François Guizot font partie de cette marge. D'abord ultra, Félicité de Lamennais acquiert la certitude que l'Église ne retrouvera vie que si elle s'immerge dans le monde. Il crée en 1830 *L'Avenir* pour établir et diffuser un christianisme libéral.

Nous avons déjà évoqué la conjoncture spécifique de l'empire libéral. Jean Dubois relève à l'époque une floraison de lexies singulières "libéralisme conservateur", "libéralisme industriel", "libéralisme progressiste". Jules Vallès perçoit la cacophonie de ces vocables. Il se moque d'Adolphe Thiers et de son "âne blanc du libéralisme"<sup>21</sup>.

---

<sup>17</sup> Taine (Hippolyte). *Derniers essais de critique et d'histoire*. Paris, Hachette, 1894, p. 206. Taine et Renan ont soutenu en 1872 la création de l'École libre des sciences politiques et servent de figures de la III<sup>e</sup> République naissante.

<sup>18</sup> Renan (Ernest). *La réforme intellectuelle et morale de la France*. Paris, Calmann-Lévy, Coll. 10/18, 1967, p.43.

<sup>19</sup> Audier (Serge). "Gramsci code". *Le Monde*. 30 avril 2014.

<sup>20</sup> Jardin (André). *Histoire du libéralisme politique*. Paris, Hachette, 1985, p. 250.

<sup>21</sup> Dubois (Jean). *Le vocabulaire politique et social en France de 1969 à 1972, op.cit.* pp. 332-333.

Comme le relève avec pertinence le *Fontana Dictionary*, le polymorphisme du libéralisme s'accroît au XX<sup>e</sup> siècle<sup>22</sup>. Apparaissent « libéral-fascisme », « libéralisme libertaire » (Michel Clouscard), « libertarien », « anarcho-libéralisme », « libertarisme », « « libéral-marxisme »<sup>23</sup>. Comment maîtriser ce kaléidoscope ?

S'appuyant sur la langue italienne qui dispose de deux termes, *liberismo* et *liberalismo*, Benedetto Croce affirme la disjonction complète du libéralisme économique qui se consacre à l'ordre naturel du marché et de l'entreprise, et du libéralisme politique visant un état non despotique, c'est-à-dire "minimal", consacrant les droits de l'homme. Telle est la distinction qu'énonce *Etica politica* (1931). La simplicité étonne de la part d'un philosophe qui se piquait d'hégélianisme. La séparation entre société civile et État qui provoque la dualité des discours n'empêche par l'existence d'une intrication, compliquée de surcroît par l'intervention de problématiques philosophiques distinctes.

De la part d'un penseur de la taille de Croce, le dualisme qu'il promeut ne saurait être considéré comme une bizarrerie difficilement compréhensible. Il manifeste au contraire un trait profond du libéralisme. Ce courant de pensée fonctionne sur le registre de l'entendement, c'est-à-dire d'un intellect qui définit, délimite, distingue les catégories et les disciplines scientifiques, considérant les représentations de la conscience bourgeoise comme étant des réalités stables, immuables même, puisque exprimant la réalité des choses. Il y a d'un côté la vie de la cité et de l'autre l'activité lucrative. Karl Marx avait déjà relevé le dualisme de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dans *La Question juive*. A l'intérieur même de l'économie politique, Isabelle Garo dans son ouvrage, *l'Idéologie, une pensée embarquée*, a mis en évidence les contradictions et la défausse réciproque de la microéconomie et de la macroéconomie.

Nous sommes conduit à esquisser une approche dialectique. Le mouvement idéologique et social, amorcé de longue date, pour suivre Pierre-François Moreau, produit la rupture avec le holisme<sup>24</sup> et l'épanouissement d'un nouveau type de société, qu'Éric Weil, un des

---

<sup>22</sup> Bullock (Alan) et al. *The Fontana dictionary of modern thought*. Londres, Fontana Press, 2e éd, 1988, p.475.

<sup>23</sup> L'extension du vocabulaire libéral est particulièrement mise en lumière in Tosel (André). *Démocratie et libéralisme*. Paris, Kiné, 288 p. À juste titre, David Harvey, dans un livre important, *Brève histoire du libéralisme*, juge que parler de « socialisme libéral » n'a aucun sens. Harvey (David). *Brève histoire du libéralisme*, Paris, Les librairies ordinaires, 2014, 314p.

<sup>24</sup> Terme apparu en 1939, forgé par Jan-Christiaan Smuts pour désigner le caractère unitaire de l'homme du point de vue biologique et ultérieurement, le caractère des sociétés traditionnelles qui priment sur l'individu. Moreau (Pierre-François), *Les origines du libéralisme*, Paris, Seuil, 1978, 186p.

plus grands philosophes libéraux, caractérise par trois traits, calculatrice, matérialiste et mécaniste<sup>25</sup>. Cette triple caractérisation de la société civile vaut aussi pour l'État désormais séparé. La dualité société civile/État fonde la distinction entre libéralisme politique et libéralisme économique qui ne signifie pas leur éloignement.

Comme le romantisme auquel il fut à ses débuts associé<sup>26</sup>, le libéralisme est un mouvement protéiforme impulsé à la fois par un désir d'émancipation et par la recherche du gain. Matérialiste en son essence, ainsi que le pense pertinemment Éric Weil, il se drape, à ses débuts, dans un humanisme idéaliste. Et ses théoriciens se divisent, les uns attachés à la pensée, les autres à l'intérêt, entraînés par les eaux glacées du calcul. Si la majorité des disciples d'Adam Smith, de Jeremy Bentham, pour ne pas dire la quasi-totalité, s'entend à définir l'économie politique comme une science sans entrailles allant jusqu'à considérer l'enfer du paupérisme comme nécessaire, les théoriciens de la démocratie parlementaire comportent davantage d'humanistes sociaux, attachés à plus de justice, à l'instar de Léon Bourgeois, Alain, et sans polémique, il est possible d'ajouter les sociaux-démocrates comme Jacques Delors ou François Hollande.

Sur la longue durée, le libéralisme apparaît travaillé par des contradictions puissantes sur l'État, hydre toujours menaçant ou conseil d'administration nécessaire<sup>27</sup> pour protéger le marché, tantôt doté d'une main invisible qui assure l'harmonie des échanges<sup>28</sup>, tantôt sujet à des crises provoquées par la suraccumulation du capital ou l'insuffisance de la demande, constat qui pousse John Maynard Keynes à promouvoir l'interventionnisme des pouvoirs publics.

Enfin, le mouvement libéral souffre de la confusion qui entoure les notions d'individualisme, soit catégorie sociologique, soit valeur

---

<sup>25</sup> Weil (Éric). *Philosophie politique*. Paris, Vrin, 1956, p. 721.

<sup>26</sup> Bien mis en évidence in Löwy (Michael), Sayre (Robert). *Révolution et mélancolie*. Le romantisme à contre-courant de la modernité. Paris, Payot, 1992, 306 p.

<sup>27</sup> Les formules ne manquent pas pour désigner l'État gendarme : l'état bon marché, l'état modeste, l'état minimal. L'état veilleur de nuit, provenant de Ferdinand Lassalle qui l'a probablement forgé à partir de Hegel, lequel dans *Les principes de la philosophie du droit* critique ceux qui entendent réduire l'État à "la tâche de veiller à la sûreté, d'assurer la protection de la propriété privée et de la liberté personnelle" (§ 258, Remarque).

<sup>28</sup> L'expression de "main invisible" ne se trouve qu'une fois dans *La richesse des nations*. Elle formule une problématique intrinsèque au libéralisme, comme l'illustre *La fable des abeilles* de Bernard de Mandeville. Texte reproduit in Imbert (Jean) et al. *La pensée politique des origines à nos jours*. Paris, Puf, Coll. Thémis, 1969, pp. 241-242. Une critique rigoureuse du marché se trouve in Lainé (Mickael). *Le marché introuvable. Critique du mythe libéral*. Paris, Syllepse, 2009, 192 p. Il convient aussi de scruter les "principes philosophiques" extrêmement diversifiés qui animent les libéraux (Ernest Renan, *La réforme intellectuelle et morale de la France*. op. cit. p. 41).

justificative, soit principe explicatif, oscillant entre Émile Durkheim et Karl Popper<sup>29</sup>.

Il nous semble pertinent de conclure qu'il convient de parler du mouvement libéral en sa globalité et de libéralismes distincts, voire au fil du temps de "néo-libéralisme(s)"<sup>30</sup>. Depuis plus de trois siècles, depuis les *Traité de gouvernement civil* par John Locke en 1690, *Two treatises of government* en anglais, pour fournir un repère symbolique, le mouvement libéral, à la fois national et international, a révolutionné la vie de la planète. Ni linéaire, ni illisible, son déploiement ne s'appréhende pas aisément. Un excellent spécialiste du sujet, Mikaël Garandeau, avertit avec prudence qu'il est permis de s'interroger sur sa nature paradoxale<sup>31</sup>. Le second temps de notre approche critique sera précisément consacré à l'examen de trois tensions propres à l'existence du libéralisme, progressivité et régressivité, inventivité et répétition, exaltation de l'individu et philosophie de la bourgeoisie.

## II. Trois grands paradoxes du mouvement libéral

Critiquer n'est pas dénigrer. Tout processus humain comporte des oppositions internes et les dévoiler revient à les expliciter sereinement. Exemple pédagogique : pour libéraliser le Royaume-Uni, Margaret Thatcher a légiféré à tours de bras. Les tares du libéralisme ne se séparent pas de sa grandeur. Nul "juste milieu" ne préside à cette approche, mais l'attachement à la logique concrète, à la rationalité profonde du réel.

Le premier paradoxe du libéralisme que nous allons tenter de déchiffrer réside dans la conjonction d'une force émancipatrice et de sa violence répressive et régressive. Les Lumières, l'*Aufklärung*, the Enlightenment ont mis à bas l'absolutisme monarchique, la propriété féodale, les cadres corporatistes de l'économie. Hume, les Encyclopédistes, Kant, attaquent les dogmes et les certitudes métaphysiques faisant passer l'humanité à l'âge adulte de la liberté de pensée et du "sapere aude", « ose savoir » selon l'écrit Kantien de 1784.

Au revers de la médaille libérale figurent la barbarie et l'ignominie des pratiques que le drapeau de la liberté a couvert. John Locke et Alexis

---

<sup>29</sup> Birnbaum (Pierre), Leca (Jean) dir. *Sur l'individualisme*. Paris, Presse FNNSP, 1986, pp. 13-14. Individualisme apparaît en 1825. D'abord désignant une théorie, le vocable est utilisé par la suite pour caractériser un état de chose comme le fait notamment Ernest Renan dans *L'Avenir de la science* (1848). Au début du XXe siècle, l'individualisme méthodologique est scruté par Elie Halévy et postérieurement par Karl Popper.

<sup>30</sup> Audier (Serge). *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*. Paris, Grasset, 2012, 631 p.

<sup>31</sup> Garandeau (Mikaël). *Le libéralisme*. Paris, Flammarion, 1998, p. 13.

de Tocqueville ont justifié la colonisation et la traite des noirs. Domenico Losuando a impitoyablement dressé le bilan de sang et de larmes, de meurtres et d'exploitation, sur trois siècles d'hégémonie. Le libéralisme n'a pas seulement contribué à dominer les "non-blancs" voire à les exterminer comme aux États-Unis d'Amérique, il a également réprimé violemment le mouvement ouvrier. En France, les Canuts de Lyon, les socialistes quarante-huitards, les communards ont été massacrés. La "contristoria del liberalismo" n'est jamais que l'exposition de l'univers réel de l'idéologie bourgeoise.

Quant au "liberalismo", sa face cachée n'est pas moins sombre. Au nom de la concurrence, les paysans sont chassés de la terre, les salariés sont réduits à la misère. "Caves de Lille, on meurt sous vos voûtes de pierre". L'exclamation de Victor Hugo est transposable aux bidonvilles, aux favelas. Améliorées grâce aux luttes, les conditions de travail influent sur la durée de vie et continuent à être calamiteuses dans les pays "émergents". Les ouvriers du textile en savent quelque chose au Bangladesh. La concurrence entre impérialismes a provoqué les boucheries des deux guerres mondiales. En temps de paix, elle engendre les famines, la précarité, le chômage. Les travailleurs ne sont pas les seules victimes, mais également la nature, faune et flore, les consommateurs avec la pollution, les produits toxiques. Les *Harmonies économiques* de Frédéric Bastiat se sont révélées être une jungle où règne la seule logique de l'accumulation et du profit. Le libéralisme ou la dictature de l'argent. "Enrichissez-vous" exhortait Guizot.

Le second paradoxe que nous souhaitons décrypter résulte de la formidable capacité du libéralisme à "rebondir" et en même temps de l'inépuisable continuité de ses croyances, la propriété, l'initiative, le marché, la concurrence.

Si l'on s'en tient au cas français, le phénomène frappe par son intensité. René Rémond s'est appliqué à en rendre compte à travers sa catégorie de deuxième droite, "l'orléanisme" qui, de François Guizot à Nicolas Sarkozy, s'adapte à l'air du temps, aux conjonctures singulièrement diverses, en poursuivant les mêmes buts, le moins d'état et l'autorité, l'initiative individuelle et l'épargne, sans oublier la liberté de cultes et la laïcité modérée<sup>32</sup>. Cette trame est constamment ajustée aux circonstances. Alexis de Tocqueville importe plus de modernisme américain, Édouard Laboulaye réclame plus de libertés municipales, ce que la III<sup>e</sup> République accordera.

---

<sup>32</sup> Rémond (René). *Les droites en France*. Paris, Aubier Montaigne, nouvelle édition, 1984. Nicolas Sarkozy est plus présidentieliste à l'américaine que parlementariste à l'anglaise.



Dans le cadre de cet exposé, il n'est évidemment pas question de suivre tous les méandres des discours économiques que Renato di Ruzza a remarquablement retracés<sup>33</sup>. Nous nous contenterons d'évoquer deux bifurcations de la pensée économique en France, illustrant la flexibilité du libéralisme.

Tout d'abord, considérons l'avènement du keynésianisme. Le second gouvernement Blum de 1938, sous l'influence de Georges Boris et Pierre Mendès France, adopte un projet de loi économique marqué par les idées du New Deal et de *La théorie générale, de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936). La première traduction en français, parue en 1939, est due au polytechnicien Jean de Largentaye, haut fonctionnaire proche de Pierre Mendès France. À la Libération, autour de Jean Monnet se constitue un groupe de keynésiens français dont l'influence s'exercera au cours des Trente glorieuses : Jean de Largentaye, François Bloch-Lainé, Claude Gruson, Paul Delouvrier. Provoquée par les conséquences du Traité de Versailles et la crise de 1929, la réflexion de l'économiste britannique rompt avec la phase néo-classique de Léon Walras, Vilfredo Pareto et Enrico Barone. Le fonctionnement du marché ne réalise pas automatiquement l'équilibre entre l'offre et la demande. Une régulation s'impose qui nécessite l'intervention de l'État. Lord Keynes demeure un libéral mais précisément pour éviter les crises catastrophiques et les explosions sociales, la sagesse dicte une correction du marché, une incitation au développement. Ceux qui refusent Staline et Hitler adoptent cette problématique qui sera dominante de 1946 à 1976, du premier Plan Monnet au Plan Barre qui devance modestement Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

Un second "retournement" spectaculaire s'opère avec l'accession du "Foch de l'économie" au poste de Premier ministre. À la croissance succède la stagflation. Les politiques de relance sont rangées au musée des antiquités. Hayek, nous l'avons dit, est de retour. La dérégulation est promue comme la seule solution dans une mondialisation ultra-concurrentielle. De moyen de développement, la dette publique devient le levier de l'austérité<sup>34</sup>. Le capitalisme entre dans son quatrième âge financier-mondialisé<sup>35</sup>. Le libéralisme classique habille de manteaux neufs les vieilles certitudes sur le profit, la concurrence, la compétitivité. Partout le même discours : à Washington, à Bruxelles,

---

<sup>33</sup> Ruzza (Renato di). *Histoires. Savoirs et pouvoirs en économie politique*. Paris, CGT, Coll. Études et documents économiques, 1996, 206 p.

<sup>34</sup> Toussaint (Éric). *La finance contre les peuples. La bourse ou la vie*. Paris, Syllepse, 2004, 638 p.

<sup>35</sup> Mouriaux (René). "Quatrième âge du capitalisme et enjeux syndicaux". *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*. Décembre 2011, n°120, pp. 14-19.

à Tokyo, à Pékin, à Paris. Christine Lagarde, Manuel Barroso, Jacques Attali et tutti quanti sont interchangeables.

Enfin, le front philosophique suggère le même constat d'inflexion et de piétinement. Certes les libéraux se divisent en matérialistes et en idéalistes, d'Holbach et Helvétius d'un côté, Rousseau et Kant de l'autre. L'opposition n'a pas l'intensité à laquelle le sens commun s'attendait. L'utilitarisme des deux premiers philosophes sert le bonheur commun en conformité avec la nature humaine. Les deux spiritualistes pensent que l'établissement du droit génère une société libre collectivement et individuellement. Dans le cas français, après la Révolution de 1789, le courant idéaliste acquiert une force considérable de Victor Cousin, Pierre-Paul Royer-Collard, Auguste Gratry, Elme Caro<sup>36</sup>, jusqu'à Paul Janet, entre autres, pour le XIX<sup>e</sup> siècle. Au XX<sup>e</sup> siècle, la cohorte comprend Henri Bergson, Charles Blondel, les vichystes Jacques Chevalier, Albert Herment et Albert Rivaud, Jean Guittou, Louis Lavelle, Paul Ricoeur, pour aboutir à Luc Ferry. Là encore, comme nous met en garde Antonio Gramsci, ne considérons pas, même chez les adversaires, « le passé philosophique comme un délire et une folie »<sup>37</sup>. Des vues intéressantes cohabitent avec des certitudes naïvement admises, parasitant les concepts, comme la conscience, la raison, les droits de l'homme, le progrès. Quelle impressionnante rhapsodie auprès de laquelle le *Boléro* de Ravel apparaît comme une fugue débridée.

Le troisième paradoxe du libéralisme réclame moins de développement. Il se présente comme l'affirmation de l'individu contre le « holisme » des sociétés antiques ou, selon lui, des sociétés modernes.

Parmi les vingt mots qui constituent pour Mikaël Garandeau le vocabulaire de base du libéralisme se trouve « individualisme », à la fois valeur fondamentale du système et principe d'analyse avec l'individualisme méthodologique de Karl Popper<sup>38</sup> ainsi que nous l'avons préalablement évoqué.

Depuis Vilfredo Pareto, l'individu libéral est défini comme « homo oeconomicus »<sup>39</sup>. Ce personnage rationnel, calculateur se reconnaît

---

<sup>36</sup> Le professeur de la Sorbonne fut brocardé à la Comédie française dans une pièce d'Édouard Pailleron « Le monde où l'on s'ennuie » (1881).

<sup>37</sup> *Quaderni del carcere*. Cité in Tosel (André) *Démocratie et libéralisme*. Op. cit. p. 19.

<sup>38</sup> L'auteur de *La société ouverte et ses ennemis* est en vogue dans les années 1970. Critique de sa pensée dans le numéro 208 de *La Pensée*, novembre-décembre 1979.

<sup>39</sup> Andréani (Tony). *Un être de raison. Critique de l'homo oeconomicus*. Paris, Syllepse, 2006, 246 p.

Pur produit de l'école de Chicago, prix Nobel de l'économie en 1992, Gary Becker, convaincu de l'essence calculatrice de l'être humain, proclamait que tout criminel effectuait le rapport coût/avantage avant d'agir.

dans la pensée de Benjamin Constant et d'Adam Smith, où si l'on veut moderniser, de Raymond Aron et de Raymond Barre ou, plus actuel encore, Pierre Rosanvallon, Marcel Gauchet, Jacques Attali ou Elie Cohen. Pensée commune de la bourgeoisie, le libéralisme exprime l'idéologie de la classe dominante. Individualisme, avez-vous dit ? Conscience collective : dès sa formation au XVII<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie est convaincue que le bourgeois, « ce qu'il est, il le doit à lui-même, il s'est fait sa propre Providence, il ne voudra pas en reconnaître d'autre »<sup>40</sup>.

### III. Les refus contemporains du libéralisme

Après avoir examiné sur la durée trois paradoxes du mouvement libéral, notre travail va s'attacher à ses thématiques les plus caractéristiques de la période actuelle, ses refus.

Une fois détentrice du pouvoir politique, la bourgeoisie récuse l'offensive du mouvement ouvrier pour établir non pas une démocratie formelle mais réelle et dans ce but défensif, elle proclame la fin de l'histoire.

Cette négation d'un avenir autre prend dans la période contemporaine une intensité inédite. La disparition de l'URSS a inspiré les affirmations de Francis Fukuyama que nous avons rappelées. Les mouvements sociaux postérieurs à 1991 doivent impérativement être muselés pour que ne se constitue pas un nouveau cycle de « contestation ».

La récusation de tout processus alternatif implique la dépréciation, la dévitalisation de deux des trois « ekstases » du temps : le passé et le futur. Le passé est transformé en patrimoine, en richesse à admirer par les touristes et les curieux. Les archives sont présentées comme des trésors<sup>41</sup>. La mémoire est privilégiée aux dépens de la signification de l'histoire. Évoquer la marche des événements est considérée comme toujours regarder dans le rétroviseur. « C'est du passé » est-il asséné avec tout l'aplomb de l'inculture<sup>42</sup>. Le structuralisme a fondé cette vision dans la théorie de la discontinuité. De manière symétrique, le futur est dévitalisé. « TINA » (acronyme de *There is no alternative*) déclarait Margaret Thatcher, ce qui revient à proclamer « no future ». Nous sommes condamnés à des variations sur le même univers. Une fois

---

<sup>40</sup> Grothuysen (Bernard). *Origines de l'esprit bourgeois en France*. T1 *L'église et la bourgeoisie*. Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des Idées, 1927, p. 295.

<sup>41</sup> Ainsi l'émission du 2 juin 2014 sur France 5 « Les trésors des archives nationales ».

<sup>42</sup> Nous n'aurions pas la cruauté d'illustrer ces propos par de multiples exemples.

parvenue à sa pleine expression, la nature humaine révèle son caractère individuel.

Si l'idéologie fait du passé table rase et du futur table déjà mise, que reste-t-il du temps? Le vierge, le vivace et le bel aujourd'hui. La culture moderne c'est le présentisme<sup>43</sup>. La perpétuité de l'*hic et nunc* (l'ici et le maintenant) incite à l'hédonisme : *carpe diem*, goûte le jour, disait déjà Horace. Si le film te plaît, tu le regardes, sinon tu zappes. Délesté d'héritage à assumer comme à transformer, le libéralisme libertaire, « post-moderne » (Jean-François Lyotard), surfe sur l'instant. « Après moi le déluge » susurre-t-il. Est-ce si nouveau? Face aux dégâts qu'il cause, l'homme aux écus, selon Marx, accumule et laisse l'addition aux suivants. Il reprend l'expression de la marquise de Pompadour : « Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste » (*Capital* / Ch. VIII, 5).

Tout à l'exaltation de la libre entreprise et du « risquophile » entrepreneur, le mouvement libéral nie l'exploitation dont il bénéficie. Le courant libéral ne questionne pas ses certitudes de base. L'épargne permet les investissements augmentant la production, autre formulation du théorème de Schmidt. Les échanges assurent la réalisation de la valeur et du profit. Dès le début de son avant-propos à *De la propriété* (1848), Adolphe Thiers assure que « c'est une tâche » fastidieuse et difficile (de démontrer les idées les plus naturelles) car il n'y a rien de plus fastidieux, rien de plus difficile que de vouloir démontrer l'évidence »<sup>44</sup>. L'aveuglement est considéré par l'idéologie dominante comme la clairvoyance. Le capitaliste - la propriété - est à la source de la richesse des nations. Qu'une grève se produise et la démonstration contraire est apportée. Sans le travail vivant, le travail mort est improductif. Le libéralisme nie l'exploitation du travail, le surtravail, la survaleur (la plus-value).

À l'époque contemporaine, la dénégation du vampirisme capitaliste conduit à stigmatiser les opposants, à dénigrer les travailleurs, les animateurs des résistances qui se font jour. Le syndicalisme revendicatif, en particulier, fait l'objet d'une haine viscérale de la part d'idéologues et de la classe dominante. Peu de jours s'écoulent sans que soit mis en cause le corporatisme des syndicats, attachés à leurs privilèges, cramponnés à des acquis dépassés, destructeurs de l'intérêt général pour protéger des « nantis, des aristocraties professionnelles ».

---

<sup>43</sup> Hartog (François). *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*. Paris, Seuil, 2003, 262 p. Le court-termisme de l'économie financiero-mondialisée va être corrigé : rapport Attali en 2013 grâce à une « économie positive ».

<sup>44</sup> Thiers (Adolphe). *De la propriété*. Paris, Paulin, 1848, p. 1. (Édition populaire à un franc).

John Mackey, le promoteur du « consensus capitalism » considère les syndicats dans l'entreprise comme un herpès. La négation de la lutte des classes comme conséquence de l'exploitation traverse toutes les formes de libéralisme. John Meynard Keynes, lucide sur les déséquilibres possibles du système capitaliste, n'envisage que deux acteurs de l'économie, l'État et la famille.

Terminons l'examen des avatars contemporains du libéralisme par l'analyse de son élitisme renouvelé. Dans une œuvre puissante et parfois abrupte, Michel Clouscard a retracé l'itinéraire de la conscience bourgeoise en France, de la fin de l'Ancien Régime à 1968. Il pointe son retournement précoce : « La bourgeoisie, en un premier moment, identifie ses intérêts de classe et l'universalité de la raison légiférante(...). En un second moment, elle se coupe brusquement de ce projet d'universalité pour accéder au monopole économique et politique »<sup>45</sup>. La première *Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen* (26 août 1789) proclame : « Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ». Elle est immédiatement niée par le maintien de l'esclavage dans les colonies qui assimile les Noirs et les Antillais à des êtres inférieurs. En France même, l'établissement du cens électoral protège les propriétaires de la menace des sans-culottes. Dès le début de la Révolution se manifeste la crainte du peuple<sup>46</sup> « Silence aux pauvres » résume pertinemment Henri Guillemin<sup>47</sup>.

La conscience bourgeoise antipopulaire prend un ton particulier à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et au début du XXI<sup>e</sup>. Jean-Jacques Goblots dans son dernier écrit de 2008 resté inachevé « Réflexions sur la démocratie » insistait sur le fait que Raymond Aron préférait à ce dernier terme la lexie « régime constitutionnel-pluraliste » et à travers ce changement de vocabulaire se profile l'accentuation des processus de contrôle des opinions publiques<sup>48</sup>. Après les Norvégiens, les Français osent refuser le Traité de Maastricht. Le cercle de la raison, selon une belle image d'André Tosel, est un « club fermé »<sup>49</sup> qui doit veiller à conserver les rênes du pouvoir. Le « néo-libéralisme » des post-keynésiens est aussi qualifié, en prenant en compte l'influence de Hayek, d'« ordo-libéralisme »<sup>50</sup>, du nom d'une revue *Ordo* qui prêchait pour un ordre social sain, un gouvernement limité. Pour ce faire, la sagesse incite à

---

<sup>45</sup> Clouscard (Michel). *Critique du libéralisme libertaire. Généalogie de la contre-révolution*. Paris, Delga, 2005, p. 98.

<sup>46</sup> Sur l'histoire de ce mot important. Mouriaux (René). « Les mots ont une histoire. A propos de quatre d'entre eux : peuple, ouvrier, classe, milieu ». *Cahiers de l'Atelier*. n°536, janvier-mars 2013 : 21-36.

<sup>47</sup> Guillemin (Henri). *Silence aux pauvres !* Paris, Alea, 1996, 123 p.

<sup>48</sup> Goblots (Jean-Jacques). *Essai de critique marxiste*. Paris, La Dispute, 2011, p. 205.

<sup>49</sup> Tosel (André). *Démocratie et libéralismes*. Op. Cit. p. 43 mais aussi page 23.

<sup>50</sup> Audier (Serge). *Néo-libéralisme. Une archéologie intellectuelle*. Op. cit. pp. 456-457.

brider l'initiative du parlement et à constitutionnaliser l'économie. Cette visée est à l'origine du Conseil constitutionnel qui place au-dessus du législateur des juges consacrés à l'immuabilité des droits fondamentaux et à celle de la proclamation des critères de Maastricht ou des principes du pacte de stabilité comme règles structurantes de la République ; la démocratie est verrouillée, le peuple traité en mineur.

Un excellent spécialiste du néo-libéralisme, François Denord exprime bien son équivoque : « L'innovation du libéralisme renouvelé fut d'imaginer l'état comme l'acteur de son propre dessaisissement »<sup>51</sup>. Ajoutons, et celui du peuple proclamé être à son origine.

## Remarques finales

L'ampleur du sujet à traiter nous a conduit à limiter notre propos. Nous avons insuffisamment analysé la dimension proprement philosophique du libéralisme<sup>52</sup>, sa dimension internationale (la société du Mont Pellerin, le colloque Walter Lipmann, etc.), sa proximité avec le néo-conservatisme. Des ellipses ont été pratiquées concernant le libéralisme catholique et la social-démocratie. Nous espérons cependant avoir contribué à éclairer le caractère global et différencié du mouvement libéral au triple visage, philosophique, politique et économique, ses paradoxes, ses contradictions.

Le mouvement ouvrier, et singulièrement sa composante syndicale, doit clairement se situer par rapport au libéralisme. Tout d'abord en reconnaître la grandeur originaire, pour le reprendre à son compte. Selon une formule ancienne, il est en charge d'accomplir les ambitions de la Révolution française.

La seconde besogne proclamée par la Charte d'Amiens réside dans le dépassement du capitalisme, l'instauration du règne de la liberté pour tous.

Dans l'immédiat, les ravages du libéralisme sont à combattre dans leur triple avatar contemporain, la dé-historicisation, la dé-collectivisation, la désémancipation, terme forgé par Dominico Losurdo et popularisé par André Tosel. Après le choc de la déstalinisation ratée, le

---

<sup>51</sup> Denord (François). *Néo-libéralisme, version française. Histoire d'une idéologie politique*. Paris, Demopolis, 2007, p. 305.

<sup>52</sup> Mouriaux (René), Narritsens (André) dir. *Lexique usuel critique de l'idéologie dominante économique et sociale*. Montreuil, IHS-CGT, 2<sup>e</sup> éd., 2012, 157 p.

En particulier, nous n'avons pas traité de l'ambiguïté du libéralisme à l'égard de la nation, de la paix et de l'éducation.

libéralisme a rétabli son hégémonie mais les dégâts provoqués par la version financiaro-mondialisée du capitalisme ébranlent sa légitimité au point qu'un retournement du rapport de forces se profile<sup>53</sup>. Tendances et contre-tendances s'affrontent.

---

<sup>53</sup> D'où l'œuvre de philosophes conciliateurs comme celles de John Rawls ou de Jürgen Habermas. Mais ne faisons pas l'impasse sur la montée des « néo-fascismes » et la faiblesse de la gauche radicale. Cet exposé sur le libéralisme prend place dans une série de contributions traitant de la doctrine sociale de l'Église, le marxisme, l'extrême-droite et le stalinisme, présentées à l'IHS-CGT.